

Madame Catherine Vautrin  
Ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités

Lille, le 11 mars 2024

**Objet** : demande de rendez-vous

Madame la Ministre,

Dans le cadre de la démarche de concertation engagée entre l'Etat et les réseaux de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE), le Réseau des collectivités territoriales pour une économie solidaire (RTES) souhaite partager quelques observations.

Les récentes annonces de coupe budgétaire ainsi que la parution de la circulaire relative au fonds d'inclusion dans l'emploi (FIE), confortent nos inquiétudes quant au devenir des structures de l'IAE et notamment des Ateliers et Chantiers d'Insertion.

Pour nous, réseau national d'élus locaux, agissant dans nos territoires afin de soutenir le développement d'une économie de la transition, créatrice d'emplois durables, favorisant la cohésion sociale et territoriale, les structures de l'IAE sont des partenaires majeurs. Elles jouent en effet un rôle crucial de filet de sécurité pour les plus vulnérables et sont de véritables partenaires des démarches de GPEC territoriale et/ou sectorielle. Elles permettent la structuration de filières, notamment autour de la transition écologique (textile, réemploi, alimentation durable, etc.), et le développement de nouveaux métiers en lien avec celles-ci. Ce sont concrètement des acteurs porteurs d'innovation sociale et de cohésion territoriale au niveau local.

Permettre à l'IAE de rester un champ d'innovation et d'expérimentations, notamment dans les métiers de la transition écologique ou la relocalisation d'activités de production, est un enjeu crucial pour nos territoires.

Or les récentes annonces et la circulaire FIE 2024 remettent en cause la dynamique de développement de l'IAE, et notamment des structures qui accompagnent les personnes les plus éloignées de l'emploi.

Nous appelons à un renforcement du soutien de l'Etat, que ce soit au travers des aides au poste ou du FDI, ainsi qu'à une meilleure répartition des dotations de postes, sur le plan territorial et auprès de la diversité des structures de l'IAE.



Réseau des collectivités Territoriales pour une Économie Solidaire

Les collectivités territoriales, qui connaissent les enjeux et besoins du territoire, les structures locales et leurs éventuelles difficultés, doivent par ailleurs être davantage associées à la gouvernance territoriale de l'IAE. Une coordination renforcée entre Etat et collectivités permettrait d'articuler les différents domaines d'intervention publics (les Départements sur leurs compétences cohésion sociale et territoriale, les EPCI sur l'aide à l'immobilier d'entreprise et d'implantation, et les Régions sur la formation et le soutien aux entreprises notamment) et sécuriser ainsi les structures.

Nous nous permettons aujourd'hui de solliciter une rencontre avec vous, afin de vous présenter nos éléments d'analyse et de propositions.

Nous vous remercions par avance de l'attention portée à notre demande, et vous prions d'agrèer, Madame la Ministre, l'expression de notre très haute considération.

Mahel Coppey  
Présidente du RTEs  
Vice-présidente de Nantes Métropole

Florentin Letissier  
Vice-président du RTEs  
Maire-adjoint de Paris



Réseau des collectivités Territoriales pour une Économie Solidaire

RTEs  
03 20 97 17 97 / 06 61 17 94 90  
98 bis rue Brûle-Maison 59000 Lille  
[www.rtes.fr](http://www.rtes.fr)